

*DEPARTEMENT DU VAR*



# DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

## 2023

## RAPPORT

## PREAMBULE

Le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape réglementaire importante annuelle et obligatoire qui doit se tenir dans les 2 mois précédant le vote du Budget Primitif. Il a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la commune.

Ce rapport doit contenir :

- les évolutions prévisionnelles concernant les dépenses et les recettes en posant des hypothèses d'évolution tendancielle de l'ensemble des flux,
- les engagements pluriannuels envisagés en investissement, en recettes comme en dépenses,
- la situation de l'état de la dette et les perspectives communales,
- la structure des effectifs et l'évolution des critères engageant le flux des dépenses de personnel ...

Ce document est mis à la disposition du public dans le délai de 15 jours après son adoption et mis en ligne sur le site internet de la Ville dans le mois.

Le DOB doit constituer un moment privilégié de débat de la stratégie financière à court et moyen terme envisagée. Le contexte général de ce débat avec le conflit en Ukraine, l'inflation galopante et la crise de l'énergie de 2022, créent un cadre général pour l'exercice 2023 quelque peu incertain.

Ainsi, le rapport qui suit propose des éléments d'analyse et d'information sur l'environnement économique corrélés à la situation financière de la commune, présente et à venir. Il s'agit de perspectives évaluées en terme budgétaire mais aucunement d'engagements fermes pour le ou les exercices à venir.

## **SOMMAIRE**

### **I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE**

1. L'environnement macro-économique 2022/2023
2. Les dispositions de la loi de Finances pour 2023

### **II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES**

1. Des recettes de fonctionnement optimisées
2. Des dépenses de fonctionnement sous tension
3. Une épargne consolidée
4. Des recettes d'investissement en progression
5. Des dépenses d'investissement rythmées

### **III – FOCUS SUR DES INDICATEURS CLES**

1. Les ressources humaines
2. La dette

### **IV – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2023**

1. La section de fonctionnement
2. La section d'investissement

## I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

### 1. L'environnement macro-économique 2022/2023

Au niveau mondial, l'inflation a atteint en 2022, un niveau record. Ce contexte a tendu le marché monétaire au détriment du soutien à l'activité économique avec la consommation des ménages et l'investissement des entreprises qui ont ralenti. Ce constat affecte la croissance de certaines économies.

Au niveau de la zone Euro, l'impact de l'inflation est accentué par la proximité du conflit en Ukraine et la dépendance aux hydrocarbures russes. Le ralentissement de l'activité est prolongé depuis plusieurs mois. La lutte contre l'inflation a obligé la Banque Centrale Européenne à relever ses taux directeurs créant des conditions difficiles pour les acteurs économiques.

Au niveau national, le conflit ukrainien et la crise énergétique ont anéanti tout espoir de croissance forte avec notamment, une inflation forte, certes inférieure à la moyenne européenne. Le taux de chômage est resté stable mais une grande part des entreprises françaises rencontre des difficultés de recrutement étant précisé que ce constat tient plus à un besoin de main d'œuvre supplémentaire qu'à des problèmes de compétence ou d'attractivité.

### 2. Les dispositions de la loi de Finances pour 2023

Avec une inflation forte et un niveau de croissance pour 2023 peu ou pas positif, le projet de loi de finances a décliné plusieurs objectifs :

- Protéger les ménages, les entreprises et les collectivités de la hausse du coût de l'énergie.
- Financer massivement les missions de l'Etat (Intérieur, justice, défense).
- Préparer l'avenir par un investissement marqué dans l'éducation.
- Maitriser la dépense publique en soutenant la transition écologique.

#### • Les concours financiers de l'Etat

La DGF, évolue de 1,7 %. La loi de Finances pour 2023, supprime l'écèlement de la Dotation Forfaitaire.

En 2023, la DGF de la Ville pourrait enfin ne plus baisser ?! notamment avec le maintien de la Dotation de Péréquation (DNP).

#### Les subventions de l'Etat DETR/DSIL

Ces soutiens à l'investissement sont maintenus sans hausse majeure avec un arbitrage réalisé au niveau du Département par le Préfet.

La création du Fonds Vert (subvention de l'Etat) doté de 2 milliards d'euros pour des opérations de rénovation énergétique ou de renaturation des villes est une opportunité pour les communes.

### Les mesures face à la hausse des coûts de l'énergie

Le bouclier tarifaire pour les petites communes est reconduit comme l'amortisseur d'électricité pour les collectivités plus importantes.

- L'évolution de la fiscalité locale

### La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

Hors la variation physique des bases, celles-ci évolueront de 7,1 % hors les locaux à usage professionnel ; ces locaux étant actualisés à partir de 2025.

### La taxe sur les logements vacants

Elle devient applicable dans les communes situées en zone tendue.

### La taxe sur les résidences secondaires

Elle continue à s'appliquer selon un taux de 5 à 60 %.

## II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES

### 1. Des recettes de fonctionnement optimisées

Cette optimisation relève d'une action volontariste de la Ville qu'il s'agisse du produit fiscal, des produits d'exploitation, des régies et des loyers ou encore de droits de mutation favorable. L'évolution par rapport à 2021 est positive.

	Moyenne 2019/2021	2021	2022
<b>Atténuation de charges (013)</b>	<b>90 705</b>	<b>95 380</b>	<b>103 716</b>
<b>Produits d'exploitation &amp; du domaine (70)</b>	<b>905 049</b>	<b>815 541</b>	<b>964 741</b>
<b>Impôts &amp; taxes dont (73)</b>	<b>10 605 347</b>	<b>11 103 691</b>	<b>12 383 507</b>
- produit des 3 taxes	7 485 305	7 751 818	8 624 371
- attribution de compensation	1 187 697	1 169 421	1 169 421
- taxe sur l'électricité	357 908	448 814	314 281
- droits de mutation	1 111 838	1 114 728	1 337 557
<b>Dotations &amp; participations (74)</b>	<b>1 450 212</b>	<b>1 230 372</b>	<b>1 075 306</b>
- DGF forfaitaire	440 120	403 670	352 338
- DSU	20 712	-	-
<b>Autres produits de gestions (75)</b>	<b>870 415</b>	<b>912 170</b>	<b>777 480</b>
<b>Autres produits (76/78)</b>	<b>116 655</b>	<b>127 735</b>	<b>43 092</b>
<b>Recette réelles de fonctionnement</b>	<b>14 038 383</b>	<b>15 084 890</b>	<b>15 347 842</b>

## 2. Des dépenses de fonctionnement sous tension

Les dépenses de fonctionnement ont connu une tendance à la hausse sur les charges à caractère général (coût de l'énergie, prix ...) comme sur les ressources humaines avec des recrutements et la hausse du point d'indice de 3,5 %.

	Moyenne 2019-2021	2021	Réalisé 2022
011 Charges à caractère général	2 477 258	2 551 295	3 023 182
012 Charges de personnel	5 726 092	5 995 525	6 477 788
65 Charges de gestion	1 294 430	1 078 232	1 310 525
66 Frais financiers	66 928	68 778	79 578
Autres dépenses réelles	29 317	76 405	1 324
Travaux en régie	- 233 256	- 239 989	- 239 824
Dépenses réelles de fonctionnement	9 360 769	9 530 246	10 652 573

## 3. Une épargne consolidée

Depuis 2016, l'épargne est maintenue à un niveau supérieur à 4 Millions d'euros et résulte d'une véritable politique volontariste de maintien des dépenses. Ce constat est resté possible malgré la baisse de la DGF, la création de la Métropole, la crise sanitaire ou encore la hausse du coût de l'énergie ... Cette épargne est indispensable à la réalisation et au financement du programme d'investissement.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	4 085 051	4 265 633	4 161 211	4 679 551	4 544 029	4 754 644	4 893 041
Epargne nette	3 787 260	3 986 598	3 911 617	4 413 302	4 281 358	4 508 997	4 677 369

## 4. Des recettes d'investissement en progression

A titre principal, l'épargne participe au financement des investissements. Aucun emprunt n'a été réalisé en 2022 comme pour les exercices précédents. La Ville reste donc très active sur la recherche de financements externes avec notamment, de nombreux dossiers de subventions, sollicitations de l'Etat, la Région ou encore le Département ...

Les autres recettes sont constituées pour l'essentiel par le FCTVA (remboursement de TVA) et la taxe d'aménagement.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA prévisionnel 2022
RECETTES PROPRES D'INVESTISSEMENT				
- FCTVA	400 000 RAR	378 120	Ø	1 609 495
- Taxe aménagement	532 857	160 685	10 984	530 825
- Autres dettes	-	-	-	-
- Autres créances	-	-	-	-
SUBVENTIONS (13)	265 713	44 380	867 426	2 760 036
EMPRUNTS	Ø	Ø	Ø	Ø
Excédents de fonctionnement capitalisés	4 049 806	4 740 841	4 348 396	4 501 399

## 5. Des dépenses d'investissement rythmées

La commune a engagé un ambitieux programme d'investissement pour lequel elle met tout en œuvre pour avoir un taux de réalisation optimisé ...

2022 a engagé résolument le mandat sur l'ambition proposée qui repose essentiellement sur le Grand Projet Urbain.

	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement brut	5 873 000	10 103 835	5 981 138	7 761 845
Dépenses d'équipement brut par habitant	425 €	726 €	424 €	550 €
DEB Strate 10 à 20 000 habitants	329 €	331 €	309 €	NC

## III – FOCUS SUR DES INDICATEURS CLES

### 1. Les ressources humaines

Une mutation progressive de notre effectif a été réalisée avec le personnel transféré de la Ville à la Métropole en 2017 pour les OM et en 2019 pour la Métropole. Ce phénomène a réduit notre effectif de 21 agents et 17,1 ETP et, en conséquence, les flux financiers entre la Ville et l'Intercommunalité.

Des conventions de mise à disposition de personnels demeurent entre la Commune et la Métropole qui sont ascendantes (personnel communal mis à disposition de la Métropole) et descendante (personnel de la Métropole transféré, mis à disposition de la Ville).

Par ailleurs, notre bilan social atteste d'une pyramide des âges vieillissante (évasée) et d'un relatif déséquilibre hommes/femmes. Ce déséquilibre étant accentué par le départ à la Métropole de 18 ETP hommes sur 20 ETP.

- Les effectifs budgétaires et la masse salariale

La stabilité des effectifs du personnel communal est essentielle à la stratégie financière de la collectivité qui entend maîtriser ses dépenses de fonctionnement.

Les départs de personnels vers la Métropole ont été absorbés budgétairement par l'attribution de compensation qui est un flux d'équilibre entre la Métropole et la Ville.

En effet, en 2017, avec les ordures ménagères collectées en régie, ce sont 12 agents représentant 8,9 ETP qui ont été transférés. En 2019, avec la Métropole, ce sont 9 agents supplémentaires qui ont été transférés représentant 8,2 ETP.

En 2021, la crise sanitaire a nécessité le renfort de personnel pour notamment les écoles pour les protocoles de nettoyage. Par ailleurs, 2 recrutements ont été nécessaires dont la Directrice des Affaires Culturelles.

Les effectifs au 31.12.2022

	2022	Tendance 2023
STAGIAIRES	7	▼
TITULAIRES	97	▲
NON TITULAIRES	54	▲
TOTAL AGENTS	158	
TOTAL ETP	140	

La masse salariale a connu une augmentation en 2022 par rapport à 2021, cependant 2021 n'était pas une année de référence, la crise sanitaire ayant fortement affecté cet exercice (recours à des contractuels et heures supplémentaires bien moindres comme en 2020).

Les charges de personnel de 2019 à 2023

	2019	2020	2021	2022	OB 2023
Rémunérations	3 263 188	3 220 438	3 534 274	3 997 474	4 200 000
Rémunérations accessoires	626 233	606 119	602 078	456 786	500 000
Autres rémunérations	34 209	79 122	50 119	66 103	70 000
Charges patronales	1 713 986	1 639 458	1 809 061	1 957 425	2 100 000
Charges brutes	5 637 616	5 545 137	5 995 526	6 477 788	6 870 000

La commune a initié depuis de nombreux exercices, une gestion prévisionnelle des ressources humaines qui nécessite notamment, plusieurs stratégies concomitantes :



- l'anticipation des départs à la retraite
- l'optimisation de l'organisation du travail
- une politique de redéploiements internes quand cela s'avère possible.

Pour information, la répartition homme/femme au sein de la collectivité est la suivante avec une traditionnelle représentation symptomatique de la Fonction Publique Territoriale (personnel titulaire & stagiaire).

Deux répartitions de la situation du personnel territorial sont rappelées par sexe et catégorie (personnel titulaire et stagiaire).

CATEGORIE	SEXE		TOTAL	Part relative
	FEMME	HOMME		
A	9	2	11	10,5 %
B	10	3	13	12,5 %
C	52	28	80	76,9 %
TOTAL	71	33	104	100 %
Pourcentage	68 %	32 %	100 %	

- Rémunération des agents

La rémunération des agents titulaires et stagiaires de la collectivité se décompose ainsi qu'il suit :

- le traitement indiciaire (indice, grade)
- le régime indemnitaire (mensualisé)
- la prime de fin d'année, équivalente à un 13<sup>ème</sup> mois, assise sur la présence moitié et la manière de servir pour l'autre moitié
- différents avantages en nature sont servis à des agents ayant droit : véhicule de fonction, repas, logement de fonction
- une adhésion au COS Var permet aux agents de bénéficier de tarifs avantageux et de différents bons
- un studio appartenant à la Ville à SUPER DEVOLUY est mis à disposition du personnel
- en 2021, la commune a mis en place la délivrance de tickets repas (10 par mois) d'une valeur faciale de 6 € pris en charge 50/50 par la Ville et l'agent
- forfait mobilité durable.

- Temps de travail

Pour satisfaire aux textes nécessitant d'arrêter rigoureusement le temps de travail des agents à temps complet à 1607 heures de travail annuel effectif, après concertation avec l'ensemble des services, un système à 3 solutions a été retenu hors les services qui nécessitent une annualisation de leur temps de travail.

- Horaire de 37H50 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 14 jours de RTT
- Horaire de 36H25 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 6,5 jours de RTT
- Horaire de 35H00 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels

La collectivité peut sur sollicitation de l'agent, après avis du chef de service, autoriser des aménagements d'horaires sur un temps complet, ou solliciter un temps partiel (80 % ou 90 % par exemple).

## 2. La dette

- Constat

### BUDGET PRINCIPAL

Le niveau d'endettement de la commune fait l'objet d'une attention particulière et évolue favorablement pour 2 raisons essentielles :

- le non recours à de nouveaux emprunts
- des emprunts échus

Le CRD (capital restant dû) est donc à la baisse ainsi que le démontre le tableau ci-après :

	1 <sup>er</sup> .01.2018	1 <sup>er</sup> .01.2019	1 <sup>er</sup> .01.2020	1 <sup>er</sup> .01.2021	1 <sup>er</sup> .01.2022	1 <sup>er</sup> .01.2023
Capital restant dû	4 419 932	4 169 893	3 940 407	3 677 737	3 432 090	3 206 727

Sur ces bases et sans recours à l'emprunt en 2023, le CRD au 31.12.2023 devrait s'élever à 2 978 999 €.

La dette relative à l'exercice 2023 est constituée de 12 emprunts dont la répartition par prêteur est la suivante :

Prêteurs	Nombre de prêts	CRD au 31.12.2022	CRD au 31.12.2023
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS	9	1 152 324	1 079 400
Société de Financement Local	3	2 060 189	1 899 599
TOTAL	12	3 212 513	2 978 999

Ces 12 prêts sont dorénavant à taux fixe. Le taux moyen de la dette reste fixé à 2,48 % en 2023. Ce taux est la conséquence du réaménagement de dette opéré en 2018 permettant de transformer un prêt de la SFIL d'un taux structuré de 3,65 % à un taux fixe de 2,25 %.

Il est précisé que :

- les taux des emprunts CDC sont assis sur le livret A (tendance à la hausse)
- les 3 emprunts effectués auprès de la SFIL, un seul demeure à taux structuré.

Pour information, au 31 décembre 2023, le CRD des emprunts effectués auprès de la SFIL pour le financement de l'acquisition et de l'aménagement de la Castellane s'élèvera à 1 899 599 € représentant 63,77 % de l'encours de la dette communale.

### DETTE GARANTIE

Pour les bailleurs sociaux essentiellement et pour quelques garanties hors les logements sociaux, la commune a garanti un CRD au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de 6 197 228 €. Il est précisé que la Métropole est dorénavant appelée à garantir les opérations de création des logements sociaux en lieu et place des communes (nouvelles opérations).

- Année en cours & perspectives

La commune n'a plus emprunté depuis 2014. Dans le cadre de la gestion active de la dette, un emprunt a été remboursé à taux révisable et un autre sur un taux structuré est passé en taux fixe. Aucun emprunt n'a été contracté en 2022 comme pour les exercices précédents.

Pour 2023, le remboursement du capital de la dette est estimé à 227 409 € et les intérêts à 85 162 €.

Pour les exercices à venir, la commune dans le cadre de la production de logements sociaux pourra appeler des emprunts de la CDC assis sur le livret A.

- Analyse comparative

La dette communale par habitant est un indicateur, parmi d'autres, de bonne santé financière. Il dépend de la population qui évolue en commune d'Ollioules et du capital restant dû qui est tendanciellement à la baisse.

#### Dette communale

	OLLIOULES				MOYENNES COMPAREES	
	Dette au 1.01.2021	Dette au 1.01.2022	Dette projetée au 1.01.2023	Dette au 31.12.2023	Nationale Strate 2021	TPM 2021
CRD en €	3 677 737 €	3 430 735 €	3 206 727	2 978 999	-	-
Population	14 020	14 050	14 119	14 260	-	-
Dette/habitant en €	262	244	227	209	816	774

Le ratio de mesure de l'endettement est celui du CRD rapporté au Recettes Réelles de Fonctionnement. Pour Ollioules, au 31.12.2022 avant l'arrêt du compte administratif, ce ratio est estimé à 0,20 alors que le seuil d'alerte est de 1,21.

Un second paramètre d'analyse consiste à mesurer la capacité de désendettement de la Ville qui mesure la solvabilité de la commune. Il s'agit de comparer le niveau de l'épargne brute à l'encours. Comme pour les exercices précédents, ce rapport est bien inférieur à 1 an, soit 0,68. La moyenne des communes est située entre 5 & 7 ans, le seuil critique à partir de 10 ans.

## V – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2023

### 1. La section de fonctionnement

Les résultats agrégés depuis 2020 ont conforté la capacité de la Ville à s'engager sur un ambitieux programme d'investissement, le niveau des recettes ayant suivi la hausse structurelle des dépenses de fonctionnement.

#### • Les recettes de fonctionnement

En section de fonctionnement, l'évolution favorable de certaines recettes au sortir de la crise (droits de mutation, bases fiscales, ...) a permis de compenser certaines baisses de recettes dont notamment, la DGF.

	Budget total	OB 2023 Opérations réelles	Tendance		Commentaires	Tendance 2025/2026
			2024	2025		
<b>013 Remboursement de rémunérations</b>	80 000	90 000	90 000	90 000	Situation des contrats aidés & remboursements des assurances statutaires	→
<b>70 Produit d'exploitation et du domaine</b>	840 000	914 000	930 000	945 000	Stabilité relative + 1 %/an	↗
<b>73 Impôts et taxes</b>	11 923 000	12 387 000	12 760 000	13 050 000	Produit fiscal & autres produits + 2 à 3 %/an (sans hausse des taux)	↗
. Produits 3 taxes	8 458 000	9 050 000	9 320 000	9 555 000		
. Attribution de compensation TPM	1 174 000	1 135 000	1 087 000	1 049 000		
. Taxe sur l'électricité	380 000	380 000	385 000	390 000		
. Droits de mutation	1 150 000	1 150 000	1 100 000	1 100 000		
<b>74 Dotations &amp; subventions</b>	1 184 000	1 145 000	1 150 000	1 150 000	Aucune maîtrise sur ce produit de l'Etat éligibilité stable (-2 %/an)	↘
. DGF forfaitaire	352 000	317 000	317 000	320 000		
. DSU & DN péréquation	127 000	127 000	120 000	120 000		
<b>75 Autre produits de gestion</b>	1 380 000 *1	903 000	930 000	950 000	Loyers en augmentation (+ 1 à 2 %) + recettes sur logements sociaux	↗
<b>76/77 Produits financiers &amp; exceptionnels</b>	1 256 000 *2	41 000	20 000	1 000	Produit parts sociales	↘
		15 480 000	15 880 000	16 186 000		

\*1 – Opération d'ordre pour 500 K€

\*2 – 1 223 000 € de produits exceptionnels de cessions

Le scénario horizon 2026, terme du mandat, œuvre pour une parfaite optimisation des niveaux de recettes sans augmenter les taux de fiscalité. Pour 2023, la hausse nominale des bases de fiscalité de 7,1 % procure à la commune une recette supplémentaire estimée à 600 000 € !

D'autres recettes sont plus aléatoires hors nos régies et loyers :

- La DGF qui est annoncée stabilisée ?!
- Les droits de mutation perçus supérieurs à 1 300 000 € en 2022 ?
- L'Attribution de Compensation versée par TPM qui baisse de 38 000 € (impact du Pacte Financier sur les déchets ...)
- Le produit des régies et loyers quelque peu maîtrisé par la commune.

- Les dépenses de fonctionnement

La projection en section de fonctionnement sur les dépenses relève d'un exercice aléatoire et contraint.

- Aléatoire du fait des impacts de l'inflation et de la crise de l'énergie notamment, qui impacte les prix d'achat des fournitures et le coût des services.
- Contraint par conséquence des équipements publics créés par la Ville (GPU, centre des Métiers d'Art ...) qui élargissent le périmètre des dépenses en charges à caractère général (fournitures et services) et en charges de personnel.

CHAPITRES	Budget total	OB 2023 Opérations réelles	Tendances		Commentaires	Tendance 2025/2026
			2024	2025		
011 Charges à caractère général	2 910 000	3 280 000	3 400 000	3 800 000	Evolution à 4 à 5 % par an	↗
012 Charges de personnel	6 500 000	6 870 000	7 150 000	7 500 000	Evolution à 4 à 5 % par an	↗
65 Autres charges de gestion	1 895 000 *1	1 450 000	1 465 000	1 480 000	Hypothèse + 1 %	↗
66 Charges financières . Intérêts . Frais financiers	85 000	90 000	85 000	220 000	Emprunt en 2024	↗
67 Autres charges	20 000	10 000	10 000	10 000		→
Travaux en régie	- 240 000	- 240 000	- 240 000	- 240 000	Plafond	→
Dépenses réelles de fonctionnement		11 460 000	11 870 000	12 770 000		↗

\*1 - Mouvement d'ordre de 500 K€

## 2. La section d'investissement

La section d'investissement du budget communal va concerner sur les exercices à venir, schématiquement, 2 natures de dépenses d'équipement brut :

- Les dépenses propres au Grand Projet Urbain avec la spécificité de travaux délégués par la Métropole à la Ville qui induisent des écritures budgétaires et comptables complexes.
- Les autres dépenses d'équipement brut qui concernent les études, acquisitions et travaux.

Pour le GPU, sur l'exercice 2023 et les suivants, une synthèse peut être proposée :

❖ Coût TTC opération estimé	51 102 450 €
❖ Coût imputable à la Métropole	23 960 069 €
❖ Coût imputable à la Ville	27 142 181 €
❖ Financement réalisé sur opération (avant 2023)	7 500 000 €
❖ Besoin de financement 2023	10 000 000 €
❖ Appel à l'emprunt 2023	Ø

Sur le mandat 2014-2020, une ambition de 33 millions d'euros avait été réalisée avec la création de nombreux équipements structurants.

Pour le mandat 2020-2026, l'ambition affichée est de plus de 70 millions d'euros au regard du poids du GPU. Pour atteindre cet objectif, la commune entend atteindre un financement en 3 parts :

⇒ Epargne	44 %
⇒ Subventions et récupération de TVA	40 %
⇒ Emprunt	16 %

Sur ces bases, le financement des dépenses d'équipement brut de la Ville serait assuré avec un recours à l'emprunt plafonné à 10 millions d'euros sur la période.

#### 1 - Les recettes d'investissement

Elles sont catégorisées ainsi :

##### Les recettes d'épargne

Ces recettes majeures pour le budget concernent :

- L'excédent de l'année 2022 pour 2023 en investissement
- L'excédent de fonctionnement de l'exercice 2022 capitalisé et versé en section d'investissement
- Un solde d'épargne en parts sociales de 3 000 000 €.

##### Les subventions et autres recettes

- Subventions des partenaires : Etat, Région, Département, DRAC ...
- Remboursement de la TVA payée sur les travaux
- La taxe d'aménagement, les recettes de PUP ...

##### L'emprunt

Non appelé depuis plusieurs exercices, l'emprunt participe au financement des opérations en dernier ressort. La commune devrait emprunter, au titre du GPU, en 2024.

#### 2 - Les dépenses d'investissement

La commune, au regard de son ambition qui culmine à plus de 70 000 K€, a posé une programmation pluriannuelle des investissements qui intègre les opérations en cours et envisagées jusqu'au terme du mandat.

Pour 2023, des opérations sont confirmées, engagées ou à engager :

• Le Grand Projet Urbain	10 000 000 €
• Les acquisitions de matériels & mobiliers	370 000 €
• Le Centre des Métiers d'Art	800 000 €
• Le projet PICHAUD (promenade)	200 000 €
• Le musée de la serrure et des clés	200 000 €
• La rénovation de logements sociaux	840 000 €
• Les acquisitions foncières	1 400 000 €
• Les travaux de désimperméabilisation des écoles	560 000 €
• La réhabilitation de l'église	320 000 €
• Le jardin PIOT	200 000 €
• Gymnase de la Castellane	300 000 €

Cette liste reste non exhaustive et nécessite pour certaines opérations, le recours à de la délégation de maîtrise d'ouvrage.

#### Les dépenses – Scénario horizon 2026

	2023	Projection pluriannuelle		
		2024	2025	2026
Dépenses d'équipement brut hors GPU	7 773 000	7 693 000	7 293 000	5 093 000
Acquisitions foncières	1 400 000	1 000 000	800 000	800 000
Autres travaux & acquisitions	960 000	700 000	900 000	1 200 000
Fonds de concours versé par la Ville	150 000	-	-	-
Travaux de logements sociaux	840 000	500 000	300 000	300 000
Travaux structurants de bâtiments	2 030 000	1 800 000	1 600 000	1 400 000
Travaux sous MOD hors GPU	1 700 000	3 000 000 *1	3 000 000	700 000
AC versée à la Métropole	693 000	693 000	693 000	693 000
Dépenses d'équipement brut GPU	17 200 000	15 500 000	13 500 000	7 800 000
MOD VAD-GPU	6 000 000	5 000 000	5 000 000	4 000 000
MOD VAD pour la Métropole	8 000 000	8 000 000	6 000 000	2 000 000
Fonds de concours Ville	3 200 000	2 500 000	2 500 000	1 800 000
Autres dépenses réelles	50 000	50 000	50 000	50 000
Remboursement de dette	229 000	235 000	310 000	390 000
TOTAUX	25 252 000	23 478 000	21 153 000	13 333 000

\*1 – Avec 5 000 K€ sur 2024 & 2025 pour le gymnase de la Castellane selon soutien du Département

Ces prévisions pluriannuelles relèvent d'une hypothèse issue de la valorisation des travaux programmés. Divers aléas peuvent affecter ce scénario voire, le contraindre, notamment la capacité de la Ville à obtenir des subventions ou constituer de l'épargne.

### Les recettes d'investissement

La commune s'appuie sur un financement qu'elle entend optimiser, toujours fondé sur :

- L'épargne,
- Le remboursement de la TVA, la Taxe d'Aménagement
- Les subventions et fonds de concours à recevoir
- L'emprunt ...

Toute projection en matière de soutien externe reste difficile notamment au regard des arbitrages rendus (Etat, DRAC, Région, Département, ...).

A ce stade, dans le cadre du Grand Projet Urbain, pour les exercices 2023 à 2026, une perspective de financement est proposée (GPU & l'ensemble des dépenses d'équipement).

	Recettes d'investissement 2023-2026	Répartition en %
Fonds propres	23 000 000	36,1 %
Cessions	8 842 000	13,9 %
FCTVA & recettes fiscales	4 900 000	7,7 %
Subventions notifiées & estimées	6 555 000	10,3 %
Fonds de concours Métropole GPU	10 200 000	16,00 %
Hors GPU	280 000	0,4 %
Emprunts prévisionnels	10 000 000	15,6 %
	63 577 000	100 %

Les sommes proposées sont des objectifs pluriannuels. Des démarches actives sont engagées pour optimiser les subventions à recevoir notamment auprès de l'Etat (DETR-DSIL) et du Département (subvention annuelle).

Le fonds de concours de la Métropole pour le GPU est annoncé, plafonné à 10 200 000 €. Les cessions au titre du GPU ou pas participent à l'équilibre du financement.

Les fonds propres proposés se décomposent en 3 parts :

- ✓ Une épargne constituée de 15 000 000 € à réaliser sur 4 ans
- ✓ La récupération de parts sociales pour 3 000 000 €
- ✓ Une balance d'entrée de 2 000 000 € (fond de roulement positif).



Ces postulats aboutissent à un financement de l'ensemble des dépenses d'équipement brut projetées horizon 2026 en restant une commune dont la dette par habitant sera inférieure à la moyenne nationale avec une pression fiscale en deçà des références moyennes nationales.

Envoyé en préfecture le 21/03/2023

Reçu en préfecture le 21/03/2023

Affiché le

ID : 083-218300903-20230320-D2023\_03\_3\_2-DE